

Emprunt obligataire

L'Etat réussit à engranger 11,7 milliards

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LA direction générale de la Comptabilité publique et du trésor a procédé, le 30 août dernier, à une émission de Bons du trésor assimilables. A cet effet, le Gabon, à travers la DGCPT était à la recherche de 8,5 milliards

de francs sur les différents marchés financiers de l'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). A l'issue de cette opération, 4 soumissionnaires sur 13 y ont adhéré pour un montant de 11,7 milliards de francs, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 138,470%. Le remboursement est prévu pour le



Photo : Wilfried MBINAH/ L'Union

L'immeuble du trésor public à Libreville.

2 mars 2018. Le 6 septembre 2017, la DGCPT a sollicité un nouvel emprunt d'un montant de 9 milliards de francs, désigné sous le code d'émission GA1100000411 BTA-13 08-DECE-2017, échéance au 8 décembre 2017. L'annonce des résultats est prévue pour ce jeudi 7 septembre 2017 et le règlement pour le 8 septembre 2017.

Brèves

RDC/ Le pays rejoint les six autres de la Cemac dans la lutte contre le blanchiment d'argent

Depuis le 5 septembre 2017, la République démocratique du Congo (RDC) a rejoint le Groupe d'action contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en Afrique centrale (Gabac). En qualité de membre associé, puisque la RDC ne fait pas partie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), dont le Gabac est un organisme spécialisé. Au cours de la signature de l'accord y afférent à Brazzaville, au Congo, les autorités de la Cemac se sont réjouies de l'arrivée de ce membre associé, qui permettra de renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans l'espace communautaire qu'est la Cemac.

Cameroun/ Le patronat s'inquiète du programme économique conclu avec le FMI

Dans un communiqué publié le 5 septembre, le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) dit avoir pris acte de l'annonce du gouvernement en date du 27 juin 2017, de la conclusion d'un nouveau programme de réformes économiques et financières avec le Fonds monétaire international (FMI).

« Onze ans après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative Ppte [Pays pauvre très endetté], il [le programme économique] suscite, par ailleurs, des interrogations et inquiétudes tant il révèle une insuffisance des capacités autonomes d'anticipation et d'ajustement permanent de la part de notre pays », note le Groupement patronal.

Tunisie/ Le pays veut créer une ligne maritime directe avec l'Afrique subsaharienne

Selon le ministre tunisien de l'Industrie et du Commerce Zied Laadhari, une nouvelle ligne maritime devant relier la Tunisie à l'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique du Sud en passant par le Maroc, est en cours de création.

Zied Laadhari a révélé cette information à l'occasion de la 35ème Conférence annuelle des chefs des missions diplomatiques et consulaires tenue récemment en Tunisie, précisant que son département ministériel travaillait en étroite collaboration avec la Compagnie Tunisienne de Navigation (CTN) sur l'itinéraire de cette ligne. Cette ligne maritime qui, à en croire le ministre, sera opérationnelle dans les mois à venir afin d'offrir aux entreprises tunisiennes un meilleur accès au marché africain.

Ce renforcement de la liaison maritime entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne intervient dans un contexte particulier, le pays devant signer, cette année, l'accord du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui regroupe 19 pays, avec environ 500 millions d'habitants.

Adhésion du Maroc à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)

Les dispositions juridiques et techniques en marche

Willy NDONG
Libreville/Gabon
(Source : Map)

Les dispositions juridiques et techniques sont en marche pour permettre au Maroc de devenir le 16e membre à part entière de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), a affirmé, mardi à Rabat, le président de la commission de la CEDEAO, Marcel Alain De Souza.



Photo : P.P/Oilomo

Convergence de vues entre le roi Mohammed VI et les chefs d'Etat des pays de la CEDEAO.

« La démarche de l'adhésion du Maroc à la CEDEAO est sur la bonne voie et va être confirmée lors de la prochaine session ordinaire de la Communauté, le 16 décembre prochain à Lomé », a fait savoir M. De Souza, à l'issue d'une séance de travail avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Maroc, M. Nasser Bourita. M. De Souza a mis en évidence la convergence de vues entre sa Majesté le roi Mohammed VI et les chefs d'Etat des pays de la CEDEAO. « Nous sommes dans une très bonne ambiance (...) ».

Les différents éléments montrent une convergence de vues de nos chefs d'Etat et de sa Majesté le roi pour qu'on s'installe dans la durée, dans le développement et dans l'intérêt des deux parties, a souligné le président de la commission de la CEDEAO. Il a ajouté, à ce propos, que les chefs d'Etat de la Communauté ont exprimé de "manière souveraine et en toute liberté" leur volonté de l'adhésion du Maroc à la CEDEAO et ce dans l'intérêt des deux parties. Le Président de la commission de la CEDEAO a noté que le rôle de l'institution

est de mettre en œuvre la décision des chefs d'Etat de la Communauté, qui ont donné leur accord de principe à la demande d'adhésion du Maroc. Cette décision devrait couvrir, notamment, la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux, ainsi que la mise en œuvre des accords de prévention des risques et des règles de bonne gouvernance et de démocratie, a-t-il précisé. Mettant en relief la présence de plusieurs opérateurs marocains dans différents secteurs à travers le continent, M. De



Photo : DR/ L'Union

C'est depuis Rabat que le président de la commission de la CEDEAO, Marcel Alain De Souza a affirmé que la démarche d'adhésion du Maroc est sur la bonne voie.

Souza a relevé que le Maroc entretient des liens solides avec tous les Etats membres. De son côté, M. Bourita a indiqué que l'adhésion du Maroc à la CEDEAO est un choix stratégique et une volonté exprimée au plus haut niveau de l'Etat. « C'est une décision qui viendra couronner l'histoire des relations qui ont toujours lié le Maroc, les pays de l'Afrique de l'ouest et la CEDEAO », a affirmé M. Bourita. Le ministre a noté que le processus d'adhésion qui se déroule dans un esprit positif de collaboration, est

une décision stratégique avec une dimension technique. « L'adhésion est une construction, il n'y a pas de manuel prêt à l'emploi, il faut faire preuve d'ingéniosité, de flexibilité, en gardant en vue les objectifs », a-t-il souligné. Notant que ce sera un processus progressif, étalé sur des années. Pour rappel, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO a donné, le 4 juin à Monrovia (Liberia), son accord de principe à la demande d'adhésion du Royaume à ce groupement régional.

Gestion de l'eau en Afrique

Une meilleure gestion de l'eau est la clé du développement durable

JM
Libreville/ Gabon

COMMANDE par l'ONG internationale WWF et Anheuser-Busch InBev, une entreprise mondiale des boissons, le rapport intitulé "Moment décisif pour l'Afrique: Comment une meilleure gestion de l'eau peut contribuer au développement de l'Afrique" nécessite que les décideurs priorisent une meilleure gestion de l'eau et Des rivières, Des lacs ainsi que Des zones humides d'où provient cette ressource, afin de jeter les bases nécessaires à une croissance inclusive et à un dévelop-

pement durable. « C'est le moment décisif pour l'Afrique. Les décisions prises au cours des prochaines années sur la façon de gérer nos ressources en eau douce façonneront le développement du continent pendant des décennies à venir », a déclaré Fred Kumah, directeur du WWF pour l'Afrique. Il a précisé: « L'Afrique a un besoin urgent d'investir dans l'infrastructure, la gestion et les politiques d'eau douce appropriées pour catalyser la croissance économique, atténuer les risques liés à l'eau et atteindre ses objectifs de développement durable ou risquer de rater le coche ».



Photo : Jean Madouma

Malgré l'abondance en eau au Gabon, l'eau potable reste rare dans certains villages.

« Plus qu'un simple ingrédient essentiel dans nos produits, l'eau est une ressource précieuse pour le bien-être économique, so-

cial et environnemental des communautés à travers le continent », a déclaré, le directeur général des achats et de la durabi-

lité, AB InBev Tony Milikin. « Nous reconnaissons la nécessité d'agir en tant qu'administrateurs responsables de l'eau dans les secteurs où nous opérons, mais nous reconnaissons également qu'il faudra plus d'une organisation, d'une entreprise ou d'un gouvernement pour relever les défis croissants en eau douce en Afrique ». Le rapport se concentre sur quatre thèmes-clés: la croissance soutenue nécessite l'investissement dans l'eau; nourrir un milliard de personnes de plus; la vulnérabilité de l'eau en milieu rural, la pauvreté et la migration; et les villes comme moteur du développement résiliable aux problèmes de l'eau...